

LaRevueDurable

SAVOIRS • SOCIÉTÉS • ÉCOLOGIE • POLITIQUES PUBLIQUES



POINT DE VUE

Pour sortir le marché
du café de la crise

RENCONTRE

CORINNE LEPAGE
« Il faut être lucide
pour éviter le pire. »

COUP DE PROJECTEUR

2003, Année internationale
de l'eau douce

DOSSIER

Qualité de l'air: comment lutter
contre la pollution

NUMÉRO 3 • JANVIER-FÉVRIER 2003 • BIMESTRIEL

ISSN 1660-3192 CHF: 15.- €: 9.-



Danielle Emery Mayor*

Crans-Montana se mobilise pour son bien-être

40 Depuis la conférence de Rio, en 1992, l'Organisation mondiale de la santé coordonne des efforts dans les domaines de l'environnement qui touchent à la santé des populations. Les plans d'action environnement et santé constituent le principal instrument de cette politique. En Suisse, la région de Crans-Montana est une des trois régions pilotes du Plan d'action environnement et santé. Son but est d'inciter habitants et touristes à se déplacer avec les transports publics et à pied, pour leur plus grand bien-être et leur santé, ainsi que pour le plus grand bénéfice de l'environnement. Mais des intentions aux actes, le chemin est long avant de voir la population s'approprier la démarche et modifier ses habitudes.

Pollution chimique des aliments, de l'eau et de l'air, bruit, radiations, accidents de la route: il est indéniable que la dégradation de l'environnement affecte la santé. Et les changements dans les styles de vie qui accompagnent l'urbanisation et la société de consommation ont aussi des effets sur la santé. Ainsi, le tabagisme et le manque d'exercice sont des facteurs de risque majeurs des sociétés contemporaines. Pour contrer cette évolution, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) cherche à intégrer la santé dans les stratégies nationales de développement durable grâce à des plans d'action environnement santé (PAES). En 1999, 40 des 51 pays d'Europe avaient engagé un PAES. Au niveau mondial, plus de 100 pays ont désormais engagé une telle démarche.

En 1996, la Suisse a élaboré son PAES sous la conduite des Offices fédéraux de la santé publique (OFSP) et de l'environnement (OFEP). En 2001, l'OFSP a sélectionné trois régions pilotes avec un thème propre à chacune. L'expérience recueillie dans ces trois régions servira à formuler des recommandations pour les communes désireuses d'améliorer la qualité de vie et la santé de leurs habitants. Cet article présente l'expérience en cours à Crans-Montana, qui travaille sur le thème « Mobilité et bien-être ».

Vers une nouvelle mobilité

Le plateau de Crans-Montana, à 1500 m d'altitude, jouit d'un panorama exceptionnel et d'un air d'excellente qualité. Il est aussi un lieu touristique facile d'accès grâce à un funiculaire et à cinq routes qui le relie à la plaine du Rhône. Mais la station a connu une croissance rapide durant ces dernières décennies et le trafic bute aujourd'hui sur ses limites. A Noël, on dénombre 50 000 personnes au lieu de 6500 habitants à l'année. Une centaine de journées par an, Crans-Montana devient ainsi une ville saturée de trafic aux heures de pointe.

Un laboratoire pour étudier la mobilité et le bien-être

D'ici 2006, Crans-Montana dispose d'un budget de deux millions de francs (environ 1,4 million d'euros) dont la moitié est versée par l'OFSP, pour trouver des moyens de réduire le trafic motorisé individuel et inciter de plus en plus de gens à marcher et à utiliser les transports en commun. Pour y parvenir, le comité de pilotage et les quatorze groupes de travail mis en place proposent de :

- sensibiliser la population et les touristes aux bienfaits des moyens de transport doux pour la santé et l'environnement;

- réussir à augmenter le nombre de personnes se déplaçant à pied ou à vélo durant leurs loisirs, pour aller au travail ou pour faire leurs courses;
- faire croître la proportion des hôtes arrivant en transports publics pour leur séjour dans la région;
- améliorer les infrastructures pour les piétons et les cyclistes (zones piétonnes, zones à 30 km/h, pistes cyclables). Pour atteindre ces objectifs, le groupe de travail du PAES propose des mesures aux six communes qui composent le territoire de Crans-Montana. La mise en œuvre est de la compétence des communes.

Ce laboratoire doit fournir des enseignements exportables en termes de stratégie de communication avec la population, d'incitation à l'exercice physique, de motivation des bénévoles, de collaboration intercommunale, de planification et d'exécution de projets dans le domaine de la mobilité et du bien-être, particulièrement en station de montagne.

Faire dialoguer des intérêts divergents

Durant la première année, le PAES a dû se faire connaître et reconnaître des différents groupes de la population. Dix-huit mois plus tard, plus personne, ou presque, n'ignore ce que « PAES » veut dire à Crans-Montana. Les premières mesures proposées pour réduire le trafic motorisé individuel ont reçu l'approbation des autorités politiques des six communes du territoire de Crans-Montana. Le PAES suggère de créer des zones destinées en priorité aux piétons. On ne construira pas de tunnel pour enfouir la circulation. A la place, on entreprendra plutôt une démarche pour donner envie d'aller à pied ou à vélo, et pour convaincre les visiteurs de passer leurs vacances en donnant congé à leur voiture. Premières suggestions, premières inquiétudes: qui dit restriction de la circulation dit aussi crainte de voir sa liberté de mouvement rognée, son chiffre d'affaires écorné et les touristes séjourner ailleurs avec leurs belles autos.

Chef de projet pilote à Crans-Montana, François Parvex reste confiant: « L'enjeu est de convaincre les usagers – population et tou-

*Danielle Emery Mayor est responsable de l'information pour le Plan d'action environnement et santé, à Crans-Montana, en Suisse.



Crans-Montana Tourisme

ristes –, les entreprises et les commerces d'accepter de changer de comportement. Des changements bénéfiques autant pour leur santé et leur bien-être que pour l'environnement. Les mesures proposées ne relèvent pas de la cosmétique. Elles impliquent une nouvelle utilisation de la station et une limitation de quelques libertés pendant certaines périodes de l'année. Au début, les gens ne voient que les aspects négatifs. A nous de leur montrer les aspects positifs.»

«Toutes les réticences doivent clairement se manifester», note à son tour le sociologue Uli Windisch, spécialiste de la communication et professeur à l'Université de Genève. «Il faut trouver où se situent ces réticences et les prendre au sérieux. Il est aussi nécessaire d'écouter les rumeurs. A un moment donné, la dispute doit pouvoir avoir lieu.» En conséquence, une campagne de communication très percutante devrait être organisée, de manière à susciter des réactions et à lancer le débat. Elle débutera cette année et sera assortie de plusieurs manifestations publiques.

Mettre en scène les comportements

L'audace et l'imagination doivent caractériser la communication du PAES. «Il faut se placer dans l'optique des gens à qui l'on s'adresse, leur permettre de visualiser les avantages et les inconvénients, évoquer l'avant et l'après. C'est la vie de tous les jours que le PAES veut changer. Il faut donc partir de là, présenter des trajectoires de vie et mettre en scène les comportements irrationnels.» Uli Windisch connaît bien Crans-Montana. Il est convaincu du bien-fondé du projet. A ses acteurs de se montrer ouverts, estime-t-il, et, surtout, de donner l'exemple, «car les gens apprennent par l'exemple», rappelle-t-il.

Pour expliquer les enjeux aux différents publics cibles, le PAES met beaucoup d'espoir dans un groupe de travail baptisé «Bien dire le bien-être». L'une de ses animatrices, Antonella Cavaleri-Pendino, de la Haute école valaisanne santé-social, veut travailler selon la méthode des «Recherches-actions». «On agit, puis on s'interroge avant de réorienter la démarche, explique-t-elle. Mais il est néces-

saire de toujours s'appuyer sur les personnes locales: la communauté doit devenir actrice des changements.» Au final, ce sont les autorités politiques qui appliqueront tout ou partie des mesures proposées par le PAES, édicteront les restrictions, les interdictions et les exceptions aussi. Une tâche plus aisée si la population est impliquée dès le départ.

Réorganiser la circulation, mais pas seulement

Actuellement, les réticences concernent surtout les mesures liées à la circulation. Les autres volets du projet abordent d'autres aspects. L'un d'eux consiste à inciter la population à consommer en priorité les produits du terroir pour favoriser l'économie locale et diminuer les transports de marchandises. Des enfants et leurs instituteurs sont très impliqués dans la création d'un sentier interactif sur le développement durable, qui sera inauguré en juin 2003. Pour suggérer aux gens de se promener, le PAES créera un chemin de la transhumance, qui ira de la plaine à l'alpage, et un chemin de l'eau, qui serpentera de fontaine en fontaine. Le PAES imagine des zones où les piétons se sentiraient bien, auront envie de se rencontrer, de faire du lèche-vitrine, de découvrir la station plus que centenaire et d'y lire son histoire architecturale.

Même si la qualité de vie des habitants et des vacanciers atteint déjà un niveau élevé, il est possible de se sentir mieux encore, de profiter de nouveaux plaisirs de la vie, d'améliorer sa santé et celle de son environnement. C'est le message que le plan d'action environnement santé souhaite faire passer.

«Pour que le PAES devienne une sorte de «label», conclut Sabine Kraut, responsable de l'information pour les régions pilotes à l'OFSP, il est indispensable que les différents projets s'enracinent bien dans la population. C'est ainsi que le PAES pourra rayonner et servir d'exemple à d'autres régions.»

Trois régions pilotes pour un plan d'action

Début 2001, l'Office fédéral de la santé publique choisit trois régions pilotes parmi dix-huit candidatures. Outre Crans-Montana, l'office retient Thal sur le thème «Nature et bien-être» et Aarau sur le thème «Habitat et bien-être».

Chaque région organise sa propre communication pour impliquer la population dans la démarche. «A Aarau, par exemple, explique Sabine Kraut, il s'agit d'atteindre une population très hétérogène. Le Telli est un quartier où une certaine désocialisation s'installe. Situé en périphérie de la ville, il comprend de grands immeubles où vivent 2500 habitants, dont 30 % environ sont d'origine étrangère, avec des modes de vie parfois très différents des nôtres.» Il est difficile d'associer tout le monde à la démarche, surtout lorsque la barrière des langues s'y oppose. Le directeur du projet, Daniel De Min, affirme que «l'expérience démontre que cela vaut la peine de s'entretenir avec les uns et les autres, même si cela retarde quelque peu l'application du projet».

A Thal, région rurale du canton de Soleure, le projet prévoit différentes actions dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture durable, en vue de rapprocher producteurs et consommateurs. Les acteurs du projet veulent s'assurer du soutien de volontaires prêts à s'engager. Sylvia Held, responsable de projet, précise: «Nous n'avons pas été submergés d'appels téléphoniques. En revanche, il ne fait aucun doute que nos très nombreux communiqués de presse, les émissions à la radio et à la télévision locales ont bien atteint leurs destinataires. Nous avons mis à profit toutes les plates-formes possibles.»

POUR ALLER PLUS LOIN

www.paes.ch
cransmontana@paes.ch